

Histoire des programmes d'enseignement de l'histoire

(d'après : Christian Delacroix / Patrick Garcia, *EspacesTemps* n° 66/67, "Histoire/géographie 1, L'arrangement" mai 1998 ; P. Garcia et J. Leduc, *L'enseignement de l'histoire en France de l'Ancien régime à nos jours*, A. Colin, 2003.) ; Patricia Legris, « Les programmes d'histoire en France : la construction progressive d'une « citoyenneté plurielle » (1980-2010) », *Histoire de l'éducation* 2/2010 (n° 126), p. 121-154. URL : www.cairn.info/revue-histoire-de-l-education-2010-2-page-121.htm ; Patricia Legris, *L'écriture des programmes d'histoire en France (1944-2010). Sociologie historique d'un instrument d'une politique éducative*, <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00579269/>

Année	Niveau*	Horaire H+G	Armature chronologique de la filière secondaire classique puis générale.	Commentaires
XVII ^e -XVIII ^e siècle			<ul style="list-style-type: none"> Dans les collèges au XVII^e : histoire sainte et antique (au service des Humanités). Fin XVIII^e : cursus d'histoire dans certains collèges (Histoire sainte, Antiquité, Histoire de France). 1795 : un professeur « d'histoire philosophique des peuples » prévu dans chaque École centrale de département <p>Horaires variables</p>	<ul style="list-style-type: none"> XVII^e : apparition de l'histoire dans quelques très rares collèges (Louis-Le-Grand, Oratoriens,...). Fin XVIII^e : Une cinquantaine de collèges (sur ± 348) dispensent un enseignement d'histoire. L'histoire est un réservoir d'exemples qui enseignent la conduite à tenir dans le présent (<i>Historia magistra vitae</i>), ses leçons sont donc toujours <i>actuelles</i>. D'abord réservée à l'éducation du Prince, elle doit, dans le dernier tiers du siècle, « préparer les citoyens à l'État » (Caradeuc de la Chalotais, 1763). Les philosophes des Lumières favorables (excepté Rousseau) à l'enseignement de l'histoire. Période révolutionnaire : Désorganisation de l'enseignement en général. Le moteur de l'histoire est le progrès de la raison humaine dont la Révolution marque le triomphe. L'apprentissage de l'histoire est conçu comme un élément d'une éducation civique multiforme dont elle n'est pas le vecteur privilégié. L'enseignement de l'histoire à la fin de la décennie révolutionnaire reste un enseignement moral, largement calqué sur les pratiques de l'éducation religieuse et notamment les vies de saints.
I ^{er} Empire	5 ^{ème} à 2 ^{nde}		Mythologie, histoire ancienne puis histoire de France. Accent sur l'histoire sainte et ancienne comme complément du latin. (« Humanités »)	<ul style="list-style-type: none"> Consulat puis Empire : place de plus en plus réduite consacrée à l'enseignement de l'histoire. L'histoire redevient la servante de l'instruction religieuse (histoire sainte en début de cursus), des langues anciennes et de la littérature française. D'autre part, le peu qui en est enseigné semble consister surtout en une nomenclature visant à situer dans le temps et l'espace événements, dynasties, personnages.
Restauration 1814	6 ^{ème} 5 ^{ème} 4 ^{ème} 3 ^{ème} 2 ^{nde} 1 ^{ère}	2h/hist. (1818) 1h30/hist (1821)	<ul style="list-style-type: none"> Histoire sainte. Égypte et Grèce. Rome jusqu'à Actium. De Auguste à Charlemagne. Moyen-Age, Temps Modernes et histoire de France jusqu'en 1789. 1h hebdo en rhétorique (1829) <p>La présence d'un enseignement historique n'est pas stabilisée : en 1822 l'enseignement de l'histoire est supprimé en rhétorique ; en 1826 il est limité aux petites classes, de la sixième à la troisième.]</p>	<ul style="list-style-type: none"> C'est sous la Restauration qu'un véritable système national de l'enseignement de l'histoire se met en place dans le secondaire. Premier programme national. (Royer-Collard, président de la Commission de l'Instruction. Publique jusqu'en 1820). « Les professeurs ne négligent rien de tout ce qui peut éclairer l'esprit [de leurs élèves] sur les faits relatifs aux idées religieuses dont l'oubli a toujours eu une influence sur les destinées des empires... » (1815). L'enseignement de l'histoire est conçu par le pouvoir comme un instrument politique. Jusqu'en 1818 l'histoire reste étroitement dépendante des humanités classiques. • 1818 : Création de professeurs spécialisés d'histoire dans les collèges royaux. En fait cette création ne concerne que Paris. En 1833, encore leur présence est rare dans les collèges de province. Traditionnellement la chute des constitutionnels et la démission de Royer-Collard sont retenues comme une rupture. Une période difficile s'ouvrirait alors pour l'histoire, le régime s'en méfiant : les historiens les plus en vue (Thierry, Guizot) ne sont-ils pas des « libéraux »... Il semble, cependant, que de 1814 à 1830 la continuité l'emporte. D'un bout à l'autre la prudence domine : les <i>Instructions</i> en 1818 comme en 1820 recommandent « la simple exposition des faits historiques dans la liaison naturelle qu'ils ont entre eux ». L'avenir pédagogique de l'histoire semble sombre : les professeurs abusent du cours dicté constate un inspecteur en 1825 et l'histoire enseignée se réduit à des résumés chronologiques. L'ambition affirmée par la Charte de renouer « la chaîne des temps » présente les mêmes ambiguïtés dans sa traduction dans les programmes scolaires que dans la société toute entière : s'agit-il de mettre la période révolutionnaire entre parenthèses ou de l'assumer ? <i>Génération des historiens dits « romantiques » (1820-1835).</i>
Monarchie de Juillet –1838	6 ^{ème} 5 ^{ème} 4 ^{ème} 3 ^{ème} 2 ^{nde} 1 ^{ère}	Hist. + Géo : 2 h 2h 4h 4h 4h 4h	<ul style="list-style-type: none"> Histoire sainte et histoire ancienne (Asie et Grèce). Histoire de la Grèce jusqu'à l'époque hellénistique. Rome. Moyen-Age. Temps Modernes (1453 - 1789). Histoire de France (406 - 1789). <p>Primaire : La loi de 1833 qui oblige les communes à entretenir une école primaire et les chefs-lieux de départements une école primaire supérieure introduit au programme de l'enseignement primaire supérieur (art. 1) : « Les éléments de l'histoire et de la</p>	<p><i>Le moment Guizot de l'enseignement de l'histoire</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Sous l'impulsion des lois Guizot (1833-1836), le nombre des écoles primaires double sous la Monarchie de Juillet et celui de leurs élèves passe, dans le même temps, de 1 300 000 à 3 500 000 (dont 1 300 000 filles). Dans le secondaire, le nombre d'élèves reste à peu près stable : 60 000 en 1831 (dont 38 000 dans l'enseignement public), 71 000 en 1842 (dont 45 000 dans le public). • A partir de 1838, l'histoire est enseignée dès la 6^e. Histoire et géographie demeurent matières d'oral au baccalauréat (arrêté de 1840). Influence de François Guizot, programme Salvandy (1845). • La recherche d'une double légitimité par la Monarchie de Juillet. • L'histoire est valorisée parce qu'elle enseigne la modération : « Chez un peuple curieux de son histoire, on est presque assuré de trouver un jugement plus sain et plus équitable, même sur ses affaires présentes, ses conditions de progrès et ses chances d'avenir. » (François Guizot) Louis-Philippe recevant des élèves en 1838 : « J'ai voulu que vous profitiez de tous ces beaux exemples de notre histoire, de tous ces glorieux souvenirs de l'ancienne monarchie française qui valait bien ces républiques d'Athènes et de Rome, dont on vous occupe peut-être un peu trop. » (Cité par F. Furet, <i>L'atelier de l'historien</i>) L'histoire devient une « grande discipline » universitaire, la production de travaux historiques est encouragée (Société

C. DELACROIX / P. GARCIA. Histoire des programmes d'enseignement de l'histoire.

			géographie et surtout de l'histoire et de la géographie de la France ».	d'histoire de France – 1834 – Comité des travaux historiques – 1835 – Véritable essor de l'Ecole des chartes fondée en 1821, fermée puis ouverte à nouveau en 1829 à Dijon et transférée à Paris en 1836...). C'est le temps d'un premier véritable financement public de la recherche. • 1830 : création de l'agrégation d'histoire et de géographie. (33 agrégés en 1842) • Les manuels d'histoire couvrant l'ensemble de la scolarité du secondaire se multiplient, la part des « Abrégés d'histoire universelle » compilations abusant de moyens mnémotechniques décroît (Les ecclésiastiques sont nombreux parmi les auteurs de manuels mais c'est aussi le début des manuels Hachette rédigés par Victor Duruy).
Ile République			Extension du terme chronologique du programme de 2ème et 1ère jusqu'à 1814.	• Hippolyte Carnot, ministre de l'Instruction publique. • 1850 : Offensive contre l'histoire et son enseignement accusés d'avoir été transformés en « débats politiques ».
Ile Empire –1852	6 ^{ème} 5 ^{ème} 4 ^{ème} 3ème 2nde 1 ^{ère}	Hist. + Géo : 2h 2h 2h 3h30 3h30	Transfert de l'histoire sainte vers la 8ème et la 7ème. • Antiquité et France jusqu'en 752 . France 752-1515 . France 1515-1815 . Antiquité . Moyen-Age. • Temps Modernes.	• Programmes et Instructions d'Henri Fortoul (1852) : « Les leçons doivent être dogmatiques et purement élémentaires » (1852). Insistance sur l'histoire nationale, sur la portée morale et pratique de l'enseignement de l'histoire. • Contrôle strict des enseignants • « La connaissance et l'accomplissement des devoirs ont avec la religion des rapports si étroits et si nécessaires que les rapprochements viendront s'offrir d'eux-mêmes pour donner au professeur l'occasion de faire ressortir la supériorité de la morale chrétienne sur toutes les autres » (1854). • Après la loi Falloux (1850) qui favorise l'enseignement secondaire privé : 107 000 élèves en 1854 (dont 46 000 dans le public), 140 000 en 1866 (dont 66 000 dans le public). • À partir des années 1850, une méthode précise d'enseignement de l'histoire et de la géographie en lycée est préconisée. Elle associe, chaque semaine, deux types d'activités. D'une part, une séquence en classe au déroulement étroitement défini, où alternent des phases de discours magistral dicté (le résumé) ou parlé (le développement) et des phases d'interrogation orale et de correction de travaux écrits. D'autre part, des moments de travail personnel des élèves qui doivent apprendre leurs résumés, compléter leurs connaissances et composer une rédaction. • 1860 : Rétablissement d'une agrégation spécifique d'histoire et de géographie (depuis 1853 il n'y avait plus que deux concours : Lettres et Sciences)
« Empire libéral » 1863 1865	Philo 8ème 7ème 6ème 5ème 4ème 3ème 2 ^{nde} 1ère Term	2h d'hist. de la 6 ^{ème} à la Term.	• De 1815 jusqu'au Ile Empire. • Histoire sainte. • Histoire de France (élémentaire). • L'Orient. • La Grèce. • Rome. • Le Moyen-Age-jusqu'en 1328 • 1328-1648 • 1648-1815. • Histoire contemporaine (Second Empire jusqu'en 1863 et « Caractères nouveaux de la société moderne » inclus).	Le moment Duruy de l'enseignement de l'histoire • 1863 : Circulaire Victor Duruy (ministre de l'Instruction publique) qui demande de « renoncer à l'histoire des princes et des batailles » pour s'intéresser « aux faits économiques » : « Les faits économiques ont pris une trop grande place dans notre société pour que l'histoire puisse les négliger ». • 1863 : Introduction de l'histoire en classe de philosophie (terminale) • 1865 : Programmes Duruy. • 1866 : Création de l'École Pratique des Hautes Études (adaptation du modèle allemand des séminaires spécialisés). • Loi Duruy sur l'enseignement primaire du 10 avril 1867 : les éléments de l'histoire et de la géographie de la France sont ajoutés aux matières obligatoires de l'enseignement primaire. L'histoire voit son rôle renforcé dans les Écoles normales. Trois principes appelés à un très long avenir sont retenus : 1/ Le programme d'histoire de l'école primaire se limite à l'étude de la France. 2/ Il va « jusqu'à nos jours ». 3/ L'apprentissage est organisé selon la méthode « concentrique » : on « révise », – c'est-à-dire on <i>refait</i> –, au cours supérieur, le parcours que l'on a déjà suivi dans les deux années précédentes. • Ministère Duruy : première apparition d'un fort souci pédagogique et plaidoyer pour l'intérêt d'enseigner l'histoire contemporaine. « Le programme doit s'étendre de 1789 jusqu'à nos jours, afin que ceux qui, dans quelques années, feront les affaires du pays, sachent de quelle manière ce pays a jusqu'à présent vécu. Notre société actuelle date de la Révolution et, pour la bien comprendre, il faut la bien connaître ». • Tentative de concilier rigueur scientifique et leçon de morale. « J'ai toujours trouvé à l'histoire une grande vertu d'apaisement. Elle montre par toutes ses leçons que si l'absolu se trouve dans la vérité scientifique, la politique est, comme la loi, une affaire de convenance entre les choses à faire et les choses déjà faites ; que même s'il faut compter, sans les subir, avec les passions, les préjugés, la plus grande des forces c'est la fermeté dans la modération. » (Victor Duruy) • A la fin du Second Empire, moins de 2% des garçons de 11 à 17 ans suivent une scolarité secondaire. Dans les classes : les cours d'histoire se composent de « longues et insignifiantes nomenclatures, faites pour dégoûter les meilleurs esprits » (un inspecteur en 1867). La plupart des professeurs d'histoire et géographie sont des régents ou chargés de cours licenciés, voire des maîtres d'études, répétiteurs ou suppléants bacheliers. • La finalité patriotique de l'enseignement de l'histoire est de plus en plus affichée. • Oppositions de droite et de gauche à l'enseignement de l'histoire contemporaine soupçonnée de servir à la propagande du régime
Ille République- 1890	9ème 8ème 7ème 6ème 5ème 4ème 3ème	1h30 Hist : 1h30 De la 7 ^{ème} à	• Biographie d'hommes illustres des temps anciens et modernes. scènes historiques célèbres. • Histoire sommaire de la France jusqu'à la mort de Louis XI • Histoire sommaire de la France jusqu'en 1815. • Histoire de l'Orient ancien • Histoire grecque • Histoire romaine. • Histoire de l'Europe et de la France jusqu'en 1270. • Histoire de l'Europe et de la France de 1270 à 1610.	Le moment Lavisse de l'enseignement de l'histoire • Choc de la défaite de 1870 et débats sur l'insuffisance de la culture historique et géographique des élèves français. • Avril 1871 : mission d'inspection sur l'enseignement de l'histoire et de la géographie confiée à deux universitaires, Himly, professeur de géographie historique à la Sorbonne, et Levasseur, professeur d'économie au Collège de France : « Nous croyons, d'après les renseignements que nous avons pris, que la majeure partie des élèves des écoles primaires de France n'apprennent encore ni histoire ni géographie ». Pour le secondaire : « nous avons constaté une grande faiblesse. » • Fustel de Coulanges : « Le véritable patriotisme n'est pas l'amour du sol, c'est l'amour du passé. » (1872). • Jules Ferry ministre de l'Instruction publique de 1879 à 1883. 1882, l'instruction civique fait son entrée dans l'enseignement primaire public et s'y substitue à celui du catéchisme. Son contenu ne doit heurter « aucun père de famille » (Lettre de Jules Ferry aux instituteurs).

C. DELACROIX / P. GARCIA. Histoire des programmes d'enseignement de l'histoire.

	2nde 1ère Term	la 1ère 3h au 1 ^{er} semestr, 1h30 au 2 ^{ème}	<ul style="list-style-type: none"> • Histoire de l'Europe et de la France de 1610 à 1789. • Histoire contemporaine de 1789 à 1889. • Généralisation de manuels conçus afin d'enseigner l'histoire dont, pour le primaire les « <i>Petits Lavis</i> » (1ère édition 1876). Les illustrations se multiplient. Ces images sont, pour la plupart, de petit format (« vignettes ») : portraits de souverains ou de grands personnages, gravures représentant des scènes de l'histoire de France. Il s'agit presque toujours d'œuvres de fiction, au traitement volontiers mélodramatique. • 1880-1894 : sous l'impulsion de Lavissee importante réforme de l'agrégation qui en fait un concours ouvert à l'ensemble des étudiants (jusque-là, de fait, réservé aux élèves de l'Ecole Normale Supérieure et aux professeurs en exercice) et introduit, entre la licence et le concours une année d'initiation à la recherche (création du Diplôme d'études supérieures). 1890, Charles Seignobos est chargé d'une chaire de pédagogie de l'histoire à la Sorbonne. Mais, à l'agrégation, l'introduction d'une épreuve orale pédagogique est un échec. • 1898 : Charles Seignobos et Charles-Victor Langlois, <i>Introduction aux études historiques</i>. 	<ul style="list-style-type: none"> • 1874 : Premiers programmes détaillés de géographie. Fin du programme d'histoire de Terminale (classe de philosophie) ramenée à 1848. L'organisation générale des programmes du secondaire reste celle qui a été mise en place dans les années 1830 et parachevée par Duruy en 1863 : on étudie l'antiquité pendant trois ans, l'histoire médiévale et l'histoire moderne pendant les trois années suivantes, enfin l'histoire contemporaine en classe de Philosophie. • L'histoire s'affirme dans le primaire, dans le cursus des écoles normales et aux examens (Certificat d'études, Brevets) • L'histoire se renforce dans le secondaire et bénéficie de la réorganisation des études universitaires (la réforme de la licence, en 1880-1881, est clairement voulue par ses promoteurs comme un moyen de mieux préparer les futurs professeurs). Programmes spécifiques pour l'enseignement secondaire moderne et l'enseignement secondaire des jeunes filles. • 1885 : Les programmes d'histoire de Terminale s'étendent jusqu'en 1875. • 1890 <i>Instructions</i> d'Ernest Lavissee (rédigées par Lavissee pour l'histoire et Régis Jallifier pour la géographie). Elles sont présentées comme « la charte qui protège les professeurs partisans de la réforme dans la lutte contre la tradition ». • Long texte de référence abondamment cité jusqu'en 1925 et même au-delà. • L'intégralité de l'histoire « nationale » depuis les Gaulois doit être enseignée. Le récit national, rythmé par l'évocation des héros nationaux, doit marquer la continuité de la nation française. • Le professeur d'histoire a le « devoir d'être un moraliste ». Lavissee n'oppose pas les divers aspects de l'enseignement de l'histoire : il peut être, à la fois, vrai, patriotique et moral. • Forte insistance sur les qualités pédagogiques dont l'enseignant doit faire preuve (Voir pour l'élémentaire <i>Le Dictionnaire de pédagogie</i> de Ferdinand Buisson). Le monologue est exclu, le cours doit être adapté à l'âge des élèves, il est recommandé d'utiliser jusqu'en 3^{ème} de la « méthode pittoresque » pour intéresser les élèves. Avec les grands élèves, le cours, en revanche, doit d'abord, être construit comme une « démonstration ». • De 1880 à 1902, à la première partie du baccalauréat, la composition française peut porter sur un sujet d'histoire. <p><i>Génération des historiens « méthodiques ».</i></p>
1902	8ème 7ème 6ème 5ème 4ème 3ème 2nde 1ère Term	Hist : 2h 2h 2h 2h 2h = 2h en A & B 3h	<ul style="list-style-type: none"> • France des origines à Henri IV. • La France de 1610 à 1871. • Antiquité (Orient, Grèce, Rome.) • Moyen-Age jusqu'en 1453 • Temps Modernes 1453 – 1789. • Époque contemporaine jusqu'à la fin du XIXe siècle. • Du Xe siècle à 1715 + Antiquité en A et B • 1715-1815 + Antiquité en A et B • 1815- fin 19^e siècle (dont Partie 4 : « Développement économique de l'Europe » et Partie 5 : « Caractères généraux de la civilisation européenne ») 	<ul style="list-style-type: none"> • Réforme de 1902 préparée par des enquêtes parlementaires et universitaires. • 1902 et 1908 : Programmes et Instructions rédigées essentiellement par Seignobos et Gallouédec. • Institution du découpage en deux cycles « qui se répètent ». Parité entre enseignement classique et enseignement moderne (sans langues anciennes), les deux baccalauréats permettant 'accéder à l'enseignement supérieur. L'histoire ancienne est confinée en 6ème. Place dominante accordée d' l'histoire moderne et contemporaine. • En juillet 1902, l'enseignement de l'histoire est réservé, « autant que possible », à des professeurs spécialisés en histoire. • La valeur de l'enseignement de l'histoire pour la formation des élèves à la compréhension des changements sociaux et politiques contemporains est fortement soulignée : « Le professeur d'histoire et de géographie est plus que tout autre un agent d'éducation nationale ». Prohibition du cours dicté. Priorité au développement des qualités intellectuelles sur l'accumulation des connaissances. Obligation d'enseigner un certain nombre de faits essentiels mais large liberté de choix laissée aux professeurs. • 1905, Amédée Thalamas, <i>La crise de l'enseignement historique dans les lycées et collèges</i>. • A partir de 1905, organisation dans le cadre du Musée pédagogique de conférences pédagogiques à destination des agrégatifs d'histoire dont, en 1907, celle de Charles Seignobos « L'enseignement de l'histoire comme instrument d'éducation politique ». • 1903 : Publication du <i>Tableau de la géographie de la France</i> de Paul Vidal de La Blache, premier volume de <i>L'histoire de la France depuis les origines jusqu'à la Révolution</i> dirigée par Ernest Lavissee.
1925	6ème 5ème 4ème 3ème 2de 1ère Term.	Hist. 2h 2h 2h 2h 2h 2h	<ul style="list-style-type: none"> • L'Orient ancien et la Grèce. • Histoire romaine • Moyen âge jusqu'en 1328 • 1328- fin XVIe siècle • XVIIe-XVIIIe siècles • 1789-1848. • De 1848 aux conséquences de la 1ère Guerre mondiale. Des « exercices » sont introduits de la 6^{ème} à la 1^{ère} (1h en 6^e, 5^e, 4^e, ½ heure en 3^e, 2^e et 1^{ère}) • Georges Lefebvre, en 1938, parle d'un enseignement de l'histoire « de pure culture, médiocrement apprécié, attendu qu'il ne fournit pas un gagne-pain ; parce que, n'étant sanctionné qu'à l'oral des examens, on court moins de risque 	<ul style="list-style-type: none"> • 1910 : création de la Société des professeurs d'histoire et de géographie. • Dans le primaire : 1911, André Balz, à propos de l'école primaire : « L'enseignement historique souffre donc du malaise général dont souffre l'école elle-même, l'invasion de la politique, le choc en retour des mouvements et des bruits de la place publique ». « Guerres des manuels » au sein de l'enseignement public (manuels alternatifs d'extrême-gauche : Hervé et Clémendot) et entre enseignement public et hiérarchie catholique • Emile Combes : « Le vrai combat entre l'école laïque et l'école congréganiste, c'est le manuel d'histoire » • 1914-1918 : dans le primaire le récit du passé est sans cesse référé à l'histoire immédiate de la guerre, les instituteurs sont invités à rassembler tout document relatif à la guerre en cours. • Instructions ministérielles de 1920 : les élèves-maîtres sont les « représentants de l'esprit national ». Cinq ans seulement après la fin des combats, la Première Guerre mondiale entre dans l'enseignement secondaire (il en faudra 16 pour intégrer la Seconde Guerre mondiale...). • 1924 : Secondaire : alignement des programmes féminins sur les programmes masculins. • 1923-1925 : Secondaire : Suppression de la division en deux cycles, retour au parcours chronologique unique (Antiquité : 6ème et 5ème - Moyen-Age et Temps modernes : 4ème, 3ème et 2nde – Contemporaine : 1ère et Terminale). Compléments sur les institutions politiques, administratives et judiciaires de la France contemporaine « indispensables à la formation du citoyen : La mémoire de nos enfants est trop souvent encombrée d'une multitude de détails au milieu

C. DELACROIX / P. GARCIA. Histoire des programmes d'enseignement de l'histoire.

			<p>à le négliger ; parce que, enfin, le temps qui lui est accordé restera toujours minime. Il faut donc se garder d'ambitions excessives »</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il faut attendre les Instructions de 1938 pour que le professeur se voie explicitement recommander de « prendre appui sur le manuel » et de faire de celui-ci le soutien d'exercices actifs en classe. 	<p>desquels l'esprit se perd, si bien que rien n'y reste, pas même l'essentiel ». Cours Malet-Isaac (Hachette) qui prend la relève du cours Malet (1902).</p> <p>Les instructions du 20 juin 1923 pour le primaire reviennent sur la nécessité de l'enseignement « par l'aspect » et insistent sur le recours à des documents sources. Elles font de l'utilisation du document l'un des éléments de ce qu'elles qualifient de « méthode intuitive et inductive, partant des faits sensibles pour aller aux idées » ou encore de « méthode active ».</p> <p>Dans le primaire et le secondaire tonalité des manuels souvent nationaliste et anti-allemande jusque dans les années 30 bien que les doutes sur les finalités « nationales » de l'enseignement de l'histoire se multiplient.</p> <p>A partir de 1932 : Critiques du fonctionnement de l'agrégation par Lucien Febvre et Marc Bloch : trop grande place accordée à l'histoire politique et institutionnelle dans les sujets, conséquences sclérosantes de la préparation du concours sur la recherche, dénonciation de l'utilisation de pseudo-critères pédagogiques par les jurys. Propositions pour une réforme de l'enseignement historique (défense d'une histoire axée sur l'explication et la valorisation de la place accordée à l'économie et à la pluridisciplinarité).</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1936-1938 : Progrès dans l'unification de l'enseignement secondaire (Jean Zay, 1937) ; scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans • 1938 : Retour au découpage en deux cycles. <p>• Années 30 : affirmation et développement du projet historiographique des Annales.</p>
Régime de Vichy - Arrêté du 6 mai 1943	6ème 5ème 4ème 3ème 2nde 1ère Term	1h 1h 30 2h " " " "	<ul style="list-style-type: none"> • L'Orient ancien et la Grèce. • Rome et la fin de la civilisation méditerranéenne (751). • Le Moyen-Âge (751-1492). • XVIe et XVIIe siècles (1492-1715). • Elaboration du monde moderne (1715-1815). • Le monde moderne (1815-1918). • Le monde qui se fait. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministres : Jérôme Carcopino puis Abel Bonnard à partir de 1942. • Suppression des écoles normales et création du CAEC (1941), Certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges. • Censure des manuels et révocation de nombreux enseignants faisant partie des « catégories » exclues par le régime (dont un millier de Juifs). • Les contenus d'enseignement changent peu. Il n'y a pas de tentative sérieuse pour mettre en place un système d'éducation totalitaire par Vichy. • Promotion de la géographie : 1943, création d'une agrégation de géographie. • Instauration d'un enseignement obligatoire de la démographie, principalement confié aux professeurs d'histoire et de géographie, de la sixième à la terminale qui doit être « un acte de foi dans l'avenir ». • <i>Instructions</i> de 1942 (Abel Bonnard) : « Vous ferez entendre [aux élèves] toutes les voix de leur race et de leur sol, le chant de leurs églises et le murmure de leurs forêts... ». Mais, pour le reste, • Dans l'enseignement primaire, selon les <i>Instructions</i> de 1942, l'histoire de France sera enseignée : « en insistant sur la continuité de l'effort français à travers tous les régimes pour construire, maintenir, relever la France. ». • Promotion de l'histoire « locale et provinciale » qui fait obligatoirement l'objet d'une question au Certificat d'études (celle-ci jouissait cependant déjà d'une place importante dans les études primaires sous la IIIe République). L'amour de la « petite patrie » est toujours considéré comme l'apprentissage de l'amour de la « grande ».
1945	6ème 5ème 4ème 3ème 2nde 1ère Term	Hist + Géo 2h30 " " 3h Hist. 2h (H) " "	<ul style="list-style-type: none"> • L'antiquité (Orient, Grèce, Rome). • Le Moyen-Âge (fin Empire romain d'occident - début des temps modernes). • Les temps modernes jusqu'à 1789. • 1789-1914 • Le XVIIe et le XVIIIe siècle (1610-1789). • Les débuts de l'époque contemporaine (1789-1848). • L'époque contemporaine (1848-1939). 	<ul style="list-style-type: none"> • 1945 : Les programmes de la Troisième république sont rétablis dans le secondaire, celui de Terminale allant jusqu'en 1939. Dans le primaire le choix est fait de la discontinuité (grandes figures et épisodes les plus marquants). Un enseignement d'« instruction morale et civique » se met en place, dans le premier cycle (étendu au second cycle en 1948) 1947 : Plan Langevin-Wallon s'efforçant de démocratiser l'enseignement (allongement de la scolarité obligatoire à 18 ans, gratuité généralisée de l'enseignement, tronc commun...). Non suivi d'effets. Lucien Febvre participe à cette commission. • 1952 : Transformation du CAEC en CAPES. • 1953 : Mise en place des CPR (Centres pédagogiques régionaux) pour accueillir les néo-certifiés et les préparer au métier. • A partir des années 1950, multiplication des textes de cadrage de l'activité pédagogique (place du document, pédagogie active puis différenciée...). Progressivement l'idée que promouvoir la « méthode inductive », déjà préconisée dans le primaire, gagne le secondaire. Poids des mouvements pédagogiques (Freinet, CEMEA, Cahiers pédagogiques) et de l'INRP (Institut national de la Recherche pédagogique).
1957-1962	6ème 5ème 4ème 3ème 2nde 1ère Term	2h30 " " 3h 2h (H) " "	<ul style="list-style-type: none"> • L'Orient et la Grèce. • Rome et le Moyen-Age jusqu'en 987. • Moyen-Age de 987 à 1492. • Les Temps modernes. • La France et l'Europe 1789-1848. • L'Europe et le monde de 1848 à 1914. • 1. La naissance du monde contemporain (de 1914 à nos jours). 2. Les civilisations du monde contemporain. 3. Conclusion : les grands problèmes mondiaux du moment. 	<p>• Années 50-60 : apogée du modèle historiographique des Annales.</p> <p>• INTRODUCTION DES CIVILISATIONS EN TERMINALE : étude de plusieurs civilisations (sortie de l'eurocentrisme, ouverture à la totalité du monde) introduction de l'étude de la Seconde Guerre mondiale et de l'histoire du temps présent démarche régressive (partir de la situation actuelle). Ce programme de terminale est dit improprement « Fernand Braudel » car l'historien auquel l'Inspection générale (IGIP) et le ministère ont fait appel pour « évaluer » ce programme est Pierre Renouvin favorable à l'étude des civilisations. Voulu par le ministre René Billères et son entourage réformateur ce programme a rencontré beaucoup de réticences de la part de l'IG et de la Société des professeurs d'histoire et de géographie (SPHG). Ce programme de terminales est prévu d'entrer en vigueur en 1962 (1958 pour les 6^e & 5^e, 1959 pour les 4^e & 3^e, 1960 pour la 2^{nde} et 1961 pour la 1^{ère}).</p> <p>Lecture de ce programme par F. Braudel (Manuel Belin de Terminale 1962) : « La grammaire des civilisations ». « Le nouveau programme d'histoire des classes terminales... se présente comme une explication du monde actuel... tel qu'on peut le comprendre aux lumières multiples d'une histoire qui ne fait fi d'aucune des sciences sociales voisines. [...] Choisir</p>

C. DELACROIX / P. GARCIA. Histoire des programmes d'enseignement de l'histoire.

1962 Révision du 1er cycle	6ème 5ème 4ème 3ème	2h30 " " 3h	<ul style="list-style-type: none"> • L'Orient et la Grèce. • Rome et le Moyen-Age jusqu'en 1328. • Fin du Moyen-Age et Temps Modernes jusqu'en 1715 • 1715-1870. 	<p>les grandes civilisations comme 'cadres intelligibles' du monde actuel c'est dépasser le mouvement rapide de l'histoire telle que vous la suivrez de 1914 à 1962. »</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les réserves sur ce nouveau programme s'expriment de façon ouverte. Il se heurte dans son application à d'importantes résistances chez les enseignants. Durant les années 1960 F. Braudel participe à plusieurs commissions de réflexion sur les programmes scolaires, participation mal acceptée par l'IGIP et la SPHG. <p>1962-1968 : forte implication du 1^{er} ministre Georges Pompidou dans les question d'enseignement. Pompidou défend une conception très « traditionnelle » de l'enseignement de l'histoire et « exerce à partir de 1962 un pouvoir de blocage contre les réformes éducatives proposées » (P. Legris). Ce pouvoir de blocage de Pompidou s'accroît après mai 1968 et son élection comme président de la République. « J'insiste pour que Histoire et Géographie : la France ; qu'on les (programmes) allège mais sans remplacer l'histoire de France. Pas des histoires de classes sociales et d'événements sociaux. Revenir à l'histoire des grands hommes et événementielle. Et que la géographie soit visuelle (nos fleuves/nos plaines/nos montagnes). » (G. Pompidou, 1969).</p> <p>Après 1968 et jusqu'en 1974 on peut parler d' « un enfouissement » des réformes pédagogiques » (P. Legris).</p> <p>Une commission Braudel est mise en place début 1968 dans le cadre d'un plan de rénovation pédagogique de l'enseignement qui prévoit un remaniement complet des programmes et qui rencontre les réticences de Pompidou. Braudel remet en cause le monopole d'écriture des programmes par l'Inspection Générale de l'Instruction Publique (IGIP). Après l'élection de Pompidou à la présidence de la République, Braudel est « remercié »...</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1963-1975 : Affaiblissement de l'horaire d'histoire et géographie et disparition dans certaines sections techniques. Très rapidement la partie du programme de terminale concernant les « civilisations » ne peut plus faire l'objet d'interrogations au baccalauréat. (En 1971, on n'étudie déjà plus ni le monde africain, ni l'Amérique latine, ni l'Océanie. En 1977, seule demeure au baccalauréat : « La civilisation contemporaine des Etats-Unis et de l'URSS ».). • 1966-1978 : L'histoire disparaît de l'écrit du baccalauréat. • 1969 : L'histoire et la géographie deviennent « disciplines d'éveil » à l'école élémentaire où l'éducation civique disparaît. • 1970 : Important programme d'implantation de Collèges d' Enseignement Secondaire (CES). <p>Dans le secondaire : augmentation des recrutements de professeurs polyvalents (enseignant une autre discipline en plus de l'histoire-géographie) dans les établissements d'enseignement professionnel et dans les collèges (PEGC 1960). Ils sont majoritaires parmi les professeurs d'histoire-géo dès la fin des années 1960.</p>
mammes.	6ème 5ème 4ème 3ème 6ème 5ème 4ème 3ème	1h30 1h30 1h30 2h 3h 3h 3h 3h	<ul style="list-style-type: none"> • Préhistoire et Antiquité. • Moyen-Age. • Renaissance et Temps Modernes. • 1789 à nos jours. <ul style="list-style-type: none"> • De la préhistoire au IXe siècle avec étude du milieu local • Du IXe - au XVIe : l'Islam. Le monde occidental Xle - XIIIe. Les civilisations extra-européennes : la Chine (ou l'Inde) et une civilisation précolombienne. Les grandes découvertes + étude d'un thème sur la très longue durée (ex. les transports) • Europe du XVIe à la fin du XIXe (1520 -1914) + étude d'un thème sur la très longue durée (ex : « Certains traits de la civilisation occidentale » comme : « les types de pouvoirs » ou « les catégories sociales » • Le monde de 1914 à nos jours, avec une « attention particulière à la France ». La fin du programme est : « La civilisation d'aujourd'hui : la remise en cause des valeurs traditionnelles et les changements de la vie ». L'initiation économique, sociale et politique s'intègre à l'étude des diverses questions d'histoire et de géographie. 	<p>• Années 70 : la « Nouvelle histoire », une « histoire en miettes » ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1975 : suppression de l'Instruction civique remplacée par « enseignement d'initiation à la vie économique et sociale ». • 1977-78 : Nouveaux programmes liés à la Réforme Haby : continuité entre les programmes du primaire et ceux du 1er cycle de collège et unification des CES et CEG au sein du « collège unique ». Ils prennent en compte des thèmes portés par les courants pédagogiques novateurs comme la place du document, le rôle actif de l'élève... et sont marqués par une volonté d'intégration de l'histoire et de la géographie au sein des « sciences humaines ». • Dans les collèges, insistance sur le milieu local en 6ème et introduction de thèmes transversaux (étudiés en très longue durée) comme l'écriture ou l'agriculture. Cette histoire thématique qui « cavalcade à travers les âges » est très critiquée... Pierre Goubert parle de « charabia imité des sociologues et pédagogues américains démodés depuis quinze ans ». • A fin des années 1970, expression publique des inquiétudes des enseignants sur la place de leur discipline et multiplication des prises de position (y compris d'hommes politiques) sur la « crise » de l'enseignement de l'histoire. Le débat s'installe dans les médias à partir de l'intervention d'Alain Decaux le 20 octobre 1979 : « Parents, on n'apprend plus l'histoire à vos enfants. ». <p>Michel Debré (1980) : « On n'enseigne plus l'histoire ni dans les écoles, ni dans les lycées. L'histoire, c'est d'abord la chronologie : la chronologie a disparu. L'histoire, ce sont ensuite des récits : il n'y a plus de récits ».</p> <p>• Dépôt par le groupe RPR d'un projet de loi sur l'enseignement de l'histoire (25 juin 1980, non discuté) et nombreuses questions au posées au gouvernement à l'Assemblée et au Sénat (Groupes communiste, socialiste, RPR).</p> <p>La responsabilité de la « Nouvelle histoire » est publiquement mise en cause...</p>
1981	2nde	Hist + Géo : 4h en A & C, 2h en T	<ul style="list-style-type: none"> • Les fondements de la civilisation occidentale. <p>I) Questions au choix de l'antiquité à nos jours pour illustrer les caractères essentiels de la civilisation européenne.</p> <p>– Apports gréco-romains ou la démocratie athénienne au Ve siècle ou l'art grec au IVe siècle ou de la cité</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'étude des civilisations est abandonnée en Terminale et reportée en Seconde. • Programme fortement critiqué (« infaisable », trop morcelé, privilégiant le modèle occidental-libéral, abandon de la continuité chronologique...). • Pierre Goubert qualifie les programmes de 1977-1981 de « criminels », mis en place pour « régner plus facilement sur des demeures et des robots, qui achèteront bien et voteront bien ».... Il dénonce une « offensive d'obscurantisme méchant » due à l'« intrusion de l'Histoire dite "Nouvelle" dans un enseignement destiné aux enfants de dix à douze ans »

C. DELACROIX / P. GARCIA. Histoire des programmes d'enseignement de l'histoire.

			<p>grecque à l'État romain.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Apports hébraïques et chrétiens. – Les grands courants de pensée et les techniques du moyen-âge au XIXe siècle ou l'humanisme ou les Lumières ou les sciences et les techniques. – L'art Renaissance italienne ou l'architecture baroque ou le romantisme ou la peinture française à la fin du XIXe siècle. – Économie et société au XIXe siècle : La révolution industrielle Royaume-Uni ou France. – État, nation, régime politique : - L'Angleterre ou l'indépendance américaine ou la révolution française. – Unité italienne, unité allemande, 1848. - Progrès de la démocratie. <p>II) Une autre civilisation ou l'Afrique ou Extrême-Orient ou la civilisation musulmane.</p>	<p>et à « la pédagogue ».</p> <ul style="list-style-type: none"> • Alain Savary ministre de l'Éducation nationale (1981-1984) <p>Le temps des commissions et des rapports :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Publication en février 1982 du rapport dirigé par André de Peretti sur la formation des personnels enseignants qui fait ressortir la nécessité d'une formation continue. Mise en place des MAFPEN (Missions Académiques à la Formation des Personnels de l'Éducation nationale) et des PAF (Plans Académiques de Formation). • 1983 : Rapport de René Girault sur l'enseignement de l'histoire. Il présente une évaluation des connaissances historiques et géographiques des élèves et des pratiques d'enseignement. Il réaffirme les finalités civiques et culturelles de cet enseignement (« L'histoire doit conduire à l'engagement réfléchi ») et souligne le rôle que l'enseignement de l'histoire doit jouer pour « assurer la sauvegarde de la mémoire collective ». Il insiste sur un « nécessaire ancrage chronologique faisant appel à l'utilisation manifeste de la mémoire ». - 1983 mise en place de la COPREHG sous Alain Savary (Commission permanente de réflexions sur l'enseignement de l'histoire et de la géographie). Son premier président est J. Le Goff (jusqu'en 1985). Le Goff s'est opposé aux programmes Haby et s'est prononcé pour une histoire scolaire chronologique et non thématique, conscient des difficultés à « transposer » dans le domaine scolaire les apports des <i>Annales</i>. La création de la COPREHG (d'autres commissions du même type sont créées par discipline) met fin au monopole d'écriture des programmes par l'Inspection générale (IGEN). Universitaires, Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG) et IGEN sont appelés à travailler ensemble pour la mise au point des programmes. • Max Gallo, porte-parole du gouvernement (socialiste), fait part, le 31 mai 1983, de l'inquiétude que François Mitterrand aurait exprimée en Conseil des Ministres, se déclarant « angoissé » devant « les carences de l'enseignement de l'histoire qui conduisent à la perte de la mémoire collective des nouvelles générations ». • 1984 Controverse sur le Service Public Unifié et Laïc de l'Éducation Nationale (SPULEN). 24 juin 1984 grande manifestation qui rassemble les opposants du SPULEN, le projet est abandonné. • 1984 : Le colloque de Montpellier sur l'histoire et son enseignement consacre un compromis entre les acquis de la « nouvelle histoire » (ouverture aux sciences sociales) et un retour aux apprentissages de la chronologie et de l'histoire nationale. « La chronologie n'est qu'un instrument nécessaire à l'histoire, elle n'est pas l'histoire » (Jacques Le Goff). J. Le Goff (conclusion du colloque) : « Il faut remplacer une (ou des) Histoire(s) de France par une Histoire de la France. Cette France qui ne sera plus une collection d'images d'Épinal n'en sera pas moins attachante et elle sera plus vraie [...]. Qu'elle sache aussi reconnaître en elle depuis la Préhistoire tous ses immigrants, toutes ses composantes, autres devenus elle-même ».
1982	1ère	Hist +	• 1914 -1939.	
1982	Term	Géo : 4h en A, B, C, D, 2h en T	• De la Seconde guerre mondiale à nos jours.	
1985	6ème	Hist +	• Préhistoire (sommaire). Anciennes civilisations du monde méditerranéen. Chine et Inde.	• Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation Nationale (1984-1986) est nommé par le président Mitterrand pour mettre fin à la querelle sur l'école. Forte ingérence du ministre et de ses conseillers dans la rédaction des programmes. L'histoire scolaire néo-républicaine défendue par Jean-Pierre Chevènement et ses conseillers, dans la filiation de celle de la IIIe République, est avant tout civique et attachée aux valeurs de la République, à l'histoire des grands hommes et des épisodes marquants de la France.
	5ème	Géo : 2h 30	• Les civilisations médiévales et naissance du monde moderne.	• 1985-1988: Nouveaux programmes. • Réintroduction (en collège) de l'instruction civique sous le label éducation civique « L'éducation civique est une pièce maîtresse de l'éducation dans un État républicain garant des libertés ».
	4ème	idem	• De l'Europe absolutiste jusqu'à 1914 (XVIIe – XIXe).	• Réaffirmation de la fonction civique de l'enseignement de l'histoire (et de la géographie).
	3ème	idem	• Le XXe siècle de 1914 à nos jours.	• « Retour » à la continuité et aux « repères » chronologiques. • Programmes en vigueur jusqu'en 1996. Les « Compléments » des programmes du secondaire de 1985-1988 – rédigés par l'Inspection générale - sont très copieux.
1986	2nde	Hist + Géo : 3h	• fin XVIIIe – 1880.	• Polémique sur les programmes de terminale de 1988 : Inspiration trop « géopolitique », rejet en première de la Seconde Guerre mondiale...
	1ère	4h en A, B, 3h en S, 2 en T	• 1880 à 1945	- Discussions tendues pour le programme de seconde (qui paraît en 1986 sous le ministère Monory) entre la COPREHG (présidée par Philippe Joutard et le doyen du groupe « histoire-géographie » de l'inspection générale Robert Blanchon) et le ministère. P. Joutard et R. Blanchon souhaitent inscrire les nouveautés historiographiques dans les programmes du lycée alors que les membres du cabinet Chevènement proposent un projet mettant au premier plan l'étude de la Révolution française et une « histoire politique franco-centrée organisée autour de grands hommes » (P. Legris). Un compromis est finalement trouvé qui laisse une place significative à la Révolution française.
	Term.	idem	• La construction du monde contemporain depuis la deuxième guerre mondiale (1945).	- Le nouveau ministre de l'EN René Monory (1 ^{ère} cohabitation avec J. Chirac comme 1 ^{er} ministre) met fin en 1986 à la COPREHG : c'est le retour à un monopole d'écriture confié à l'IGEN. Les universitaires sont mis à l'écart de la production des programmes.
				- Le programme de Terminale de 1988 est écrit sous la responsabilité de l'IGEN qui a recouvré le monopole d'écriture des programmes. Ce programme est critiqué pour la place accordée à la Seconde Guerre mondiale. Alors que le programme de 1983 était consacré à l'étude du monde depuis 1939, celui de 1989 commence en 1945.
				• 1989 : Rapport de Philippe Joutard qui insiste, en particulier, sur la nécessité d'accorder « une part beaucoup plus importante à l'histoire antérieure au XXe siècle dans le programme des lycées » et à celle des religions. Il appelle à « définir les bases communes d'une culture historique et géographique pour les Européens ».

1995	6ème	Hist + Géo .+ Ed. civ. 3h.	• Le monde antique : De la naissance de l'agriculture et de l'écriture jusqu'à la fin de l'Empire romain en Occident.	<p>Histoire : « le temps des doutes » (R. Chartier)</p> <p>Le temps des GTD (Groupes techniques disciplinaires)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lionel Jospin, ministre de l'Education nationale (1988-1992). • Généralisation des IUFM. • Création du Conseil national des programmes (1989) • Volonté générale de mesurer et d'améliorer l'efficacité de l'enseignement (évaluation, établissement des compétences que l'élève doit acquérir). • L'enseignement est clairement pensé comme « un métier qui s'apprend ». • Juin 1992 : Première session du CAPES. comportant une épreuve professionnelle à l'oral (qui deviendra l'ESD). • 1994 : L'épreuve professionnelle devient l'épreuve-sur-dossier. • 1992 : Rejet par Jack Lang, ministre de l'Education nationale (1992-1993), du programme proposé par le Groupe Technique Disciplinaire d'histoire-géographie (GTD) présidé par Jean-Clément Martin (1990-1992). Le projet ne prévoyait pas un traitement « chronologique continu » en première et Terminale, mais un choix de thèmes traités de façon diachronique. Il s'est heurté aux critiques de l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie et, plus généralement, à l'ensemble des partisans d'une approche fondée sur la continuité chronologique. • 1993-1995 : Préparation et adoption des programmes du GTD dirigé par Serge Berstein et Dominique Borne après consultation nationale des établissements. • Publication en 1995 (François Bayrou, ministre de l'Education nationale de 1993 à 1997) des nouveaux programmes de l'enseignement élémentaire qui introduisent une liste de grandes dates et de grands personnages « mémorables ». • Les programmes de collège et de lycée (appliqués en sixième et en seconde à partir de 1996) se singularisent par l'importance accordée aux « finalités patrimoniales et culturelles » et au patrimoine « culturel, religieux et politique de l'Europe ». Celle-ci se traduit par la sélection d'un nombre limité de « repères culturels forts » (dates et personnages, cartes et documents) inscrits dans le programme. La notion de « document patrimonial » est « au centre » de ces programmes. Avec les « Compléments » puis « Accompagnements » des programmes rédigés par l'Inspection générale, l'encadrement du travail des professeurs devient beaucoup plus précis, voire pressant, tout en se disant respectueux de leur liberté pédagogique... • La traditionnelle division en deux cycles qui se répètent est abandonnée. Le programme de seconde comprend l'étude de six moments (choisis depuis l'antiquité) considérés comme « les fondements du monde contemporain ». • La seconde guerre mondiale est réintégrée dans le programme de terminale. • Introduction de l'ECJS – Education civique juridique et sociale – dans le secondaire par le ministère Allègre [2000]. <p><i>1993- 1997 François Bayrou Ministre de l'Éducation nationale</i> <i>1997- 2000 Claude Allègre Ministre de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie</i> <i>2000-2002 Jack Lang Ministre de l'Éducation nationale</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 1999-2000, Révision des programmes de lycée par un nouveau GTD sous la direction de l'historien Alain Plessis et du géographe Jean-Paul Charvet. Les programmes de 1995 sont amendés et allégés principalement pour le lycée (par ex : choix parmi les thèmes en seconde). • 2001 Vote la loi, (dite loi Taubira), le 21 mai 2001 “tendant à la reconnaissance de la traite et l'esclavage en tant que crime contre l'humanité”, qui reconnaît la traite de négrière et l'esclavage comme crimes contre l'humanité et stipule en son article 2 : « Les programmes scolaires et les programmes de recherche en histoire et en sciences humaines accorderont à la traite négrière et à l'esclavage la place conséquente qu'ils méritent. » <p><i>2002- 2004 Luc Ferry Ministre de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 2002, nouveaux programmes pour l'école élémentaire rédigés sous la direction de Philippe Joutard. La perspective traditionnellement hexagonale de l'enseignement de l'histoire dans le primaire est infléchie – la Méditerranée au XIIe siècle est ainsi abordée, l'attention des professeurs des écoles est attirée sur les rapports entre histoire et mémoire –. On assiste à une esquisse de « secondarisation » de ces programmes. • 2004 Rapport d'Annette Wieviorka « Quelle place pour les femmes dans l'histoire enseignée ? » Conseil économique et social.
1997 1997	5ème 4ème	3 à 4h 3 à 3h30	• Le Moyen-Age et la naissance des Temps modernes • Du XVIIe siècle à la naissance du monde contemporain (1914).	
1998	3ème	3 à 3h30	• Le monde d'aujourd'hui A. 1914-1945 : guerres, démocratie, totalitarisme (17 à 12 h) B. Élaboration et organisation du monde d'aujourd'hui (19 à 25h) histoire & géographie C. Les puissances économiques majeures (15 à 19h) – géographie – D. La France (15 à 19 heures) – histoire & géographie –	
1995	2ème	Hist + Géo : 3 h + 45 mm de module.	• « Les fondements du monde contemporain ». – 1. Le citoyen et la cité à Athènes au Ve siècle avant Jésus-Christ. La citoyenneté dans l'Empire romain au IIe siècle. – 2. Naissance et diffusion du christianisme. – 3. Cartes de la Méditerranée au XIIe siècle : le carrefour de trois civilisations. – 4. Humanisme et Renaissance. – 5. La période révolutionnaire. – 6. L'Europe en restauration et révolution (1815 au milieu du XIXe siècle).	
1995	1ère	Hist + Géo : 4h + module en L et Es, 2h30 en S, 2h en T	• Le monde du milieu du XIXe siècle à 1939	
1995	Term.	Hist + Géo : 4h en A, B, 3 en S, 2 en STT,	• Le monde de 1939 à nos jours.	
2002	1ère	Idem	• Du milieu du XIXe siècle à 1945	
	Term.	Idem	• De 1945 à nos jours	
2002	Primaire (cycle 3) = CE2, CM1, CM2.		<p>Antiquité La romanisation de la Gaule et christianisation du monde gallo-romain. Le Moyen Age (476-1492) Naissance de la France : un État royal, une capitale, une langue. En Méditerranée une civilisation fondée autour d'une nouvelle religion, l'islam : entre chrétiens et musulmans des conflits mais aussi des échanges. Du début des temps modernes à la fin de l'époque napoléonienne (1492-1815) La monarchie absolue en France : Louis XIV et Versailles. Le mouvement des Lumières, la révolution</p>	

		<p>française et le Premier Empire : l'aspiration à la liberté et à l'égalité, réussites et échecs.</p> <p>XIXe siècle (1815-1914)</p> <p>Une Europe en pleine expansion industrielle et urbaine, à la recherche de territoires et de débouchés : le temps de travail en usine, l'émigration, les colonies. Les difficultés de la République à s'imposer en France : un combat politique de plusieurs générations. L'inégalité entre l'homme et la femme exclue du vote et inférieure juridiquement.</p> <p>XXe siècle et le monde actuel</p> <p>L'extermination des juifs par les nazis : crime contre l'humanité. La Ve République. La société en France dans la seconde moitié du XXe siècle : les progrès techniques, la fin des campagnes et le bouleversement des genres de vie.</p>	<p><i>2004-2005 François Fillon Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche</i></p> <p>- Loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école du 23 avril 2005 instituant le "socle commun de connaissances et de compétences" qui présente l'ensemble des connaissances, compétences, valeurs et attitudes nécessaires pour réussir sa scolarité, sa vie d'individu et de futur citoyen. Un livret personnel de compétences permet de suivre la progression de l'élève.</p> <p>• Suppression du Conseil national des programmes (2005)</p> <p><i>2005- 2007 Gilles de Robien Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche</i></p>
2008	Primaire (cycle 3) = CE2, CM1, CM2.	<p>La Préhistoire</p> <p>Les premières traces de vie humaine, la maîtrise du feu et les débuts de l'agriculture, l'apparition de l'art. L'homme de Tautavel il y a près de 500 000 ans ; Lascaux il y a 17 000 ans.</p> <p>L'Antiquité</p> <p>Les Gaulois, la romanisation de la Gaule et la christianisation du monde gallo-romain. Jules César et Vercingétorix ; 52 avant notre ère : Alésia.</p> <p>Le Moyen Âge</p> <p>Après les invasions, la naissance et le développement du royaume de France. Les relations entre seigneurs et paysans, le rôle de l'Église. Conflits et échanges en Méditerranée : les Croisades, la découverte d'une autre civilisation, l'Islam. La guerre de Cent Ans. 496 : baptême de Clovis ; 800 : couronnement de Charlemagne ; 987 : Hugues Capet, roi de France ; Saint Louis ; Jeanne d'Arc.</p> <p>Les Temps modernes</p> <p>Le temps des Découvertes et des premiers empires coloniaux, la traite des Noirs et l'esclavage. La Renaissance : les arts, quelques découvertes scientifiques, catholiques et protestants. Louis XIV un monarque absolu. Les Lumières. Gutenberg ; 1492 : Christophe Colomb en Amérique ; François Ier ; Copernic ; Galilée ; Henri IV et l'édit de Nantes ; Richelieu ; Louis XIV, Voltaire, Rousseau.</p> <p>La Révolution française et le XIXème siècle</p> <p>La Révolution française et le Premier empire : l'aspiration à la liberté et à l'égalité, la Terreur, les grandes réformes de Napoléon Bonaparte. La France dans une Europe en expansion industrielle et urbaine : le temps du travail en usine, des progrès techniques, des colonies et de l'émigration. L'installation de la démocratie et de la République. Louis XVI ; 14 juillet 1789 : prise de la Bastille ; 26 août 1789 : Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen ; 21 septembre 1792 : proclamation de la République ; 1804 : Napoléon Ier, empereur des Français ; 1848 : suffrage universel masculin et abolition de l'esclavage ; 1882 : Jules Ferry et l'école gratuite, laïque et obligatoire ; Pasteur ; Marie Curie ; 1905 : loi de séparation des Églises et de l'État.</p> <p>Le XXème siècle et notre époque</p>	<p><i>2007- 2009 Xavier Darcos Ministre de l'Éducation nationale</i></p>

			La violence du XX ^{ème} siècle : - les deux conflits mondiaux ; - l'extermination des Juifs et des Tziganes par les nazis : un crime contre l'humanité. La révolution scientifique et technologique, la société de consommation. La Vème République. La construction européenne. 1916 : bataille de Verdun ; Clemenceau ; 11 novembre 1918 : armistice de la Grande Guerre ; 18 juin 1940 : appel du général de Gaulle ; Jean Moulin ; 8 mai 1945 : fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe ; 1945 : droit de vote des femmes en France ; 1957 : traité de Rome ; 1958 : Charles de Gaulle et la fondation de la Vème République ; 1989 : chute du mur de Berlin ; 2002 : l'euro, monnaie européenne.	
2008	6 ^{ème}	3 h	<p>I – L'orient ancien au II^e millénaire av. J.-C. (environ 10% du temps consacré à l'histoire)</p> <p>II - La civilisation grecque (25 %)</p> <p>Thème 1 - au fondement de la Grèce : cités, mythes, panhellénisme</p> <p>Thème 2 - La cité des athéniens (Ve – IV^e siècle) : citoyenneté et démocratie</p> <p>Thème 3 (au choix)</p> <p>– Alexandre le grand</p> <p>– La Grèce des savants</p> <p>III- Rome (25%)</p> <p>Thème 1 - Des origines à la fin de la République : fondation, organisation politique, conquêtes</p> <p>Thème 2 - L'Empire : l'empereur, la ville, la romanisation</p> <p>IV- les débuts du judaïsme et du christianisme (20 %)</p> <p>Thème 1 - Les débuts du judaïsme</p> <p>Thème 2 - Les débuts du christianisme</p> <p>V– Les empires chrétiens du haut moyen âge (10 %)</p> <p>VI – Regards sur des mondes lointains (10 %) au choix :</p> <p>Thème 1 - La Chine des Han à son apogée</p> <p>Thème 2 - L'Inde classique aux IV^e et V^e siècles</p> <p>-----</p> <p>I. Les débuts de l'islam (10%)</p> <p>II. L'occident féodal, XI^e - XV^e siècle (10%)</p> <p>Thème 1 - Paysans et seigneurs</p> <p>Thème 2 - Féodaux, souverains, premiers États</p> <p>Thème 3 - La place de l'Église</p> <p>III –Regards sur l'Afrique (10%)</p> <p>IV. Vers la modernité, fin XV^e – XVII^e siècle (40%)</p> <p>Thème 1 - Les bouleversements culturels et intellectuels (XV^e – XVII^e siècle)</p> <p>Thème 2 - L'émergence du « roi absolu »</p> <p>-----</p> <p><i>Thème transversal au programme d'histoire : Les arts, témoins de l'histoire des XVIII^e et XIX^e siècles</i></p> <p>I - L'Europe et le monde au XVIII^e siècle (25%)</p> <p>Thème 1 - L'Europe dans le monde au début du XVIII^e Siècle</p> <p>Thème 2 - L'Europe des lumières</p> <p>Thème 3 - Les traites négrières et l'esclavage</p> <p>Thème 4 - Les difficultés de la monarchie sous Louis XVI</p>	<p>2005</p> <p>– Vote de la loi du 23 février comportant en son article 4 : « Les programmes de recherche universitaire accordent à l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, la place qu'elle mérite. Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, et accordent à l'histoire et aux sacrifices des combattants de l'armée française issus de ces territoires la place éminente à laquelle ils ont droit. »</p> <p>– 25 mars 2005 : publication dans Le Monde d'une pétition d'historiens, "Colonisation: non à l'enseignement d'une histoire officielle", menée notamment par Claude Liauzu, Gilbert Meynier et Gérard Noiriel, réclamant l'abrogation de la loi du 23 février 2005.</p> <p>– 17 juin 2005 Création du CVUH (Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire)</p> <p>– Septembre : dépôt d'une plainte contre l'historien Olivier Pétré-Grenouilleau par le CollectifDom pour avoir « à plusieurs reprises, remis en cause et contesté, de manière directe, le caractère de crime contre l'Humanité qui a été reconnu à la Traite négrière par la loi du 23 mai 2001 tendant à la reconnaissance de l'esclavage en tant que crime contre l'Humanité »</p> <p>– 9 décembre 2005 : Jacques Chirac rappelle qu'en « République il n'y a pas d'histoire officielle » et nomme une « mission pluraliste pour évaluer l'action du Parlement dans les domaines de la mémoire et de l'histoire » constituée de Jean-Louis Debré.</p> <p>– 12 décembre 2005 : publication dans Libération d'une seconde pétition, "Liberté pour l'histoire", signée par 19 historiens, dont Jean-Pierre Azéma, Pierre Vidal-Naquet et Pierre Nora, et réclamant l'abrogation de plusieurs articles "indignes d'un régime démocratique" des quatre "lois mémorielles".</p> <p>– Création de l'association « Liberté pour l'histoire » (Président René Rémond puis Pierre Nora)</p> <p>– L'article 4 est abrogé par le Conseil constitutionnel, la plainte contre Olivier Pétré-Grenouilleau est retirée.</p> <p>2006-2007</p> <p>Le rejet de la « repentance » est l'un des axes de la campagne de Nicolas Sarkozy.</p> <p>Il annonce dans l'un de ses discours sa volonté, s'il est élu, d'ouvrir « une maison de l'histoire de France »</p> <p>Élu, il institue la lecture dans les établissements scolaires de la dernière lettre de Guy Môquet Remous chez les enseignants et parmi les historiens face à l'obligation faite de lire la lettre de Guy Môquet</p> <p>Rejet massif du projet de Maison de l'histoire de France par les historiens.</p> <p>– Introduction d'un volet « Agir en fonctionnaire éthique et responsable » à l'ESD à partir de la session 2010-2011 (interprété par le jury du Capes d'histoire-géographie comme un questionnement d'éducation civique)</p> <p>– <i>Refonte des programmes de collège : identification systématique des « connaissances, démarches et capacités »</i></p> <p>– 2011 Pétition contre ces programmes du Collectif « Notre Histoire c'est notre Avenir » : « Louis XIV, Napoléon, c'est notre Histoire, pas Songhaï ou Monomotapa [...] L'intégration de l'étude d'empires africains comme Songhaï ou Monomotapa ; l'augmentation du nombre d'heures consacrées aux grands courants d'échanges commerciaux au XVIII^e et XIX^e comprenant les traites négrières et l'esclavage contribuent à donner une vision culpabilisatrice de l'Histoire. [...] Grâce à cette e-pétition, "Notre Histoire forge notre Avenir" demande au Ministre de l'Education Nationale [Luc Châtel] de revenir sur cette refonte du programme d'Histoire en collège afin d'assurer un socle élémentaire pour tous les collégiens de France. Il s'agit ainsi de permettre à chacun d'eux d'avoir les bases pour comprendre et vivre la France que nos ancêtres nous ont transmise. »</p> <p>Dimitri Casali publie un « <i>Altermanuel</i> » d'histoire (2011) puis <i>L'histoire de France interdite. Pourquoi ne sommes-nous plus fiers de notre histoire</i> (2012)</p>

2010	3 ^{ème}	<p>II - La Révolution et l'Empire (25%) Thème 1 - Les temps forts de la Révolution Thème 2 - Les fondations d'une France nouvelle pendant la Révolution et l'Empire Thème 3 - La France et l'Europe en 1815 III - Le XIX^e siècle (50%) Thème 1 - L'âge industriel Thème 2 - L'évolution politique de la France, 1815-1914 Thème 3 - L'affirmation des nationalismes Thème 4 - Les colonies Thème 5 - Carte de l'Europe en 1914 ----- <i>Thème transversal au programme d'histoire : Les arts, témoins de l'histoire du monde</i> <i>Contemporain</i> I - Un siècle de transformations scientifiques, technologiques, économiques et sociales (15%) Thème 1 - Les grandes innovations scientifiques et technologiques Thème 2 - L'évolution du système de production et ses conséquences sociales II - Guerres mondiales et régimes totalitaires (1914-1945) (25%) Thème 1 - La Première Guerre mondiale : vers une guerre totale (1914-1918) Thème 2 - Les régimes totalitaires dans les années 1930 Thème 3 - La Seconde Guerre mondiale, une guerre d'anéantissement (1939-1945) III - Une géopolitique mondiale (depuis 1945) (25%) Thème 1 - La Guerre Froide Thème 2 - Des colonies aux États nouvellement indépendants Thème 3 - La construction européenne jusqu'au début des années 2000 Thème 4 - Le monde depuis le début des années 1990</p> <hr/> <p>Les Européens dans l'histoire du monde Thème introductif – Les Européens dans le peuplement de la Terre 4 h Thème 2 - L'invention de la citoyenneté dans le monde antique 7– 8h – Citoyenneté et démocratie à Athènes (Ve-IV^e siècle av. J-C.) – Citoyenneté et empire à Rome (I^{er}- III^e siècle) Thème 3 – Sociétés et cultures de l'Europe médiévale du XI^e au XIII^e siècle 8 – 9h La chrétienté médiévale Au choix Sociétés et cultures rurales Sociétés et cultures urbaines Thème 4 – Nouveaux horizons géographiques et culturels des Européens à l'époque moderne 10– 11 h L'élargissement du monde (XV^e-XVI^e siècle) Au choix Les hommes de la Renaissance</p>	<p>– 2011 (septembre) Polémique lancée par Claude Lanzmann sur la disparition du terme Shoah (« la tendance de fond est au bannissement » du terme) dans les manuels scolaires et dans les programmes</p> <p>- <i>Création du site</i> : « Aggiornamento hist-géo Réflexions et propositions pour un renouvellement de l'enseignement de l'histoire et de la géographie du primaire à l'université »</p> <p>2009- 2012 Luc Châtel Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative</p> <p>Décision de supprimer l'enseignement de l'histoire en terminale S, recul devant les protestations : l'enseignement de l'histoire en S devient facultatif.</p> <p>L'épreuve d'histoire-géographie est passée en fin de 1^{ère}.</p> <p>Janvier 2012 Etats Généraux de l'APHG « Quels citoyens voulons-nous former pour refonder l'école et la citoyenneté républicaine ? »</p> <p>« Les Etats-Généraux s'insurgent contre</p> <ol style="list-style-type: none"> la suppression de l'enseignement obligatoire de l'Histoire et de la Géographie en terminale S à la rentrée 2012 ; la diminution continue de la place et des horaires de l'Histoire et de la Géographie, matières fondamentales, à l'acquisition d'une culture républicaine ; la mise-en-place de programmes qui ne permettent pas de maîtriser les repères fondamentaux nécessaires à la poursuite des études supérieures et à l'insertion dans la vie professionnelle ; la dégradation des conditions de préparation des étudiants aux concours d'enseignement ; la quasi-disparition de la formation des professeurs débutants et de la formation continue. »
------	------------------	--	---

2011	1ère	4h	<p>(XVe-XVIe siècle) L'essor d'un nouvel esprit scientifique et technique (XVIe-XVIIIe siècle) Thème 5 - Révolutions, libertés, nations, à l'aube de l'époque contemporaine 15-16 h La Révolution française : l'affirmation d'un nouvel univers politique Libertés et nations en France et en Europe dans la première moitié du XIXe siècle <i>Programme conçu pour être traité dans un horaire annuel de 44 à 48 heures</i></p> <hr/> <p>Questions pour comprendre le XXe siècle Thème 1. — Croissance économique, mondialisation et mutations des sociétés depuis le milieu du XIXe siècle (9-10 heures) — Croissance et mondialisation — Mutations des sociétés Thème 2. — La guerre au XXe siècle (16-17 heures) — Guerres mondiales et espoirs de paix — De la guerre froide à de nouvelles conflictualités Thème 3. — Le siècle des totalitarismes (10-11 heures) — Genèse et affirmation des régimes totalitaires (soviétique, fasciste et nazi) — La fin des totalitarismes Thème 4. — Colonisation et décolonisation (7-8 heures) — Le temps des dominations coloniales — La décolonisation Thème 5. — les Français et la République (15-16 heures) — La République, trois républiques — La République et les évolutions de la société française <i>Programme conçu pour être traité dans un horaire annuel de 57 à 62 heures.</i> -----</p>
	Terminale ES L	4h	<p>Regards historiques sur le monde actuel Thème 1 - Le rapport des sociétés à leur passé (9-10 heures) — Le patrimoine : lecture historique — Les mémoires : lecture historique Thème 2 - Idéologies, opinions et croyances en Europe et aux États-Unis de la fin du XIXème siècle à nos jours (15-17 heures) — Socialisme et mouvement ouvrier — Médias et opinion publique Thème 3 - Puissances et tensions dans le monde de la fin de la Première Guerre mondiale à nos jours (17-18 heures) — Les chemins de la puissance — Un foyer de conflits Thème 4 - Les échelles de gouvernement dans le monde de la fin de la Seconde Guerre mondiale à nos jours (16-17 heures) — L'échelle de l'État-nation — L'échelle continentale — L'échelle mondiale <i>Programme conçu pour être traité dans un horaire</i></p>
	Terminale	2 h	

	S	<p>facultatif</p> <p><i>annuel de 57 à 62 heures.</i></p> <p>Enseignement facultatif d'histoire-géographie <i>Des clés historiques et géographiques pour lire le monde</i></p> <p>Trois questions au choix</p> <p>Question 1 - La mondialisation en fonctionnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - La mondialisation : processus, acteurs et territoires. - Une étude au choix parmi les deux suivantes : <ul style="list-style-type: none"> – un produit dans la mondialisation, du début du XXème siècle à nos jours, – sport, mondialisation et géopolitique depuis les années 1930. <p>Question 2 - Enjeux et recompositions géopolitiques du monde</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les chemins de la puissance : les États-Unis et le monde depuis les « 14 points » du Président Wilson (1918). - Une étude au choix parmi les deux suivantes : <ul style="list-style-type: none"> – les espaces maritimes aujourd'hui : approche géostratégique, – le Proche et le Moyen-Orient, un foyer de conflits depuis la fin de la Première Guerre mondiale. <p>Question 3 - Représenter le monde</p> <ul style="list-style-type: none"> - Représentations et cartes du monde depuis l'Antiquité. - Une étude au choix parmi les deux suivantes : <ul style="list-style-type: none"> – des outils pour la géographie : images satellites ou systèmes d'information géographiques (au choix), – les cartes, enjeux politiques : approche critique. <p>Question 4 - Innovation et sociétés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les territoires de l'innovation dans le monde actuel. - Une étude au choix parmi les deux suivantes : <ul style="list-style-type: none"> – la lutte contre les maladies infectieuses depuis Pasteur, – la course à l'espace depuis la Seconde Guerre mondiale. 	<div data-bbox="934 378 1923 451" style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p><i>Élection de François Hollande : rétablissement de l'histoire-géographie comme enseignement obligatoire en terminale dans les séries générales à partir de la rentrée 2013.</i> <i>Un Conseil supérieur des programmes est installé le 10 octobre 2013.</i></p> </div> <p>Dans le prolongement de la polémique animée notamment par D. Casali, le 24 août 2012 un article du <i>Figaro Magazine</i> intitulé « Qui veut casser l'histoire de France ? soutient la sortie simultanée de trois pamphlets dirigés contre les programmes actuels. L'école est accusée d'avoir sacrifié la chronologie au profit de l'apprentissage de la critique des sources, que Jean Sevilla, auteur de l'article, juge prématurée et artificielle au collège. Fustigeant le multiculturalisme des programmes, il soutient que l'enseignement de l'histoire doit participer au retour du « roman national » qui unifierait la nation en démontrant « les continuités qui caractérisent la France, communauté réunie autour d'un Etat, monarchique puis républicain, du Moyen Âge à nos jours ». Le site <i>Aggiornamento Hist Géo</i> répond à cette nouvelle campagne contre « le sabotage de l'histoire scolaire » qu'il analyse en détail : http://aggiornamento.hypotheses.org</p> <p>•Aménagements des programmes de Troisième et de Terminale à la rentrée 2013.</p>
--	---	---	---

* Les niveaux sont exprimés suivant les catégories en usage aujourd'hui : jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la classe de Rhétorique correspond à la classe Première et la classe de Philosophie correspond à la classe de Terminale.